

Prêtres-ouvriers

Chronologie d'une répression

●●● **Nathalie Viet-Depaule**, Paris
Ingénieur d'études au Centre d'études des
mouvements sociaux (CEMS),
chargée de recherche au CNRS

Le 1^{er} mars 1954, Rome imposait un choix impossible aux prêtres-ouvriers français embauchés en usine ou sur des chantiers en les sommant de ne travailler que trois heures par jour et de renoncer à tout engagement au sein du mouvement ouvrier. Le diktat romain mettait un terme à une aventure qui avait duré dix ans, sous un prétexte doctrinal : « Etre prêtre et être ouvrier sont deux fonctions, deux états différents, et il n'est pas possible de les unir dans la même personne sans altérer la notion de sacerdoce. »¹ Tous, qu'ils aient été jésuites, dominicains, capucins ou diocésains, ont vécu leur suppression comme la condamnation du nouveau type sacerdotal qu'ils avaient inventé. C'est à partir du début des années quarante que des prêtres ont choisi ou accepté de quitter paroisses ou aumôneries pour rejoindre le monde du travail. Partis du constat de la déchristianisation de la France et de la distance entre l'Eglise et le monde ouvrier, soucieux de casser le « mur qui sépare l'Eglise de la masse. Ce mur, il faut l'abattre à tout prix pour rendre au Christ les foules qui l'ont perdu » (pour reprendre les mots du cardinal Suhard), ils ont

décidé d'aller vers les ouvriers puisque ceux-ci désertaient les paroisses.

C'est sur la base de ce renversement d'attitude qu'ils ont été envoyés en mission, non pas à titre expérimental, mais dans la perspective d'un engagement durable, voire total, « sans esprit de retour », par leur évêque ou par le supérieur de leur ordre qui les déchargeait de toute fonction paroissiale pour planter l'Eglise en terre ouvrière.

Assez rapidement, ces prêtres ont compris que la seule façon de rejoindre des ouvriers passait par le travail. Ils se sont donc fait embaucher de préférence dans de grandes usines ou sur des gros chantiers du bâtiment.

A partir de 1947, des équipes de prêtres-ouvriers se sont implantées dans toute la France : Paris et sa banlieue, Marseille, Lyon, Limoges, Bordeaux, Lille, Toulouse, Saint-Etienne, Le Havre, Montceau-les-Mines, Givors, Nice, Nancy, dans les mines de Fouquières-les-Lens (Pas-de-Calais), dans les aciéries à Longwy ou sur de gros chantiers de barrages hydrauliques. L'idée du travail étant acquise, les prêtres-ouvriers ont cherché à « se naturaliser », selon leur expression, c'est-à-dire à être des ouvriers parmi les ouvriers.

Le besoin de désapprendre ce que leur formation leur avait inculqué, l'obligation de briser des certitudes, la coexistence

église

Il y a 50 ans, Rome obligeait les prêtres-ouvriers à quitter les usines et à reprendre un ministère traditionnel, mettant fin à une expérience missionnaire prophétique. Aux raisons théologiques avancées à l'époque pour légitimer cette décision, se mêlaient des craintes d'ordre politique : la guerre froide battait alors son plein. Retour sur une crise qui marqua fortement son époque et l'Eglise.

1 • Déclaration du cardinal Liénart, 4 janvier 1954.

église

de l'anticléricalisme, de l'athéisme et du matérialisme, l'appréhension, sous toutes ses formes, de la culture ouvrière ont été vécus comme des exigences nécessaires pour assumer leur présence dans la classe ouvrière dont ils reconnaissaient que les valeurs n'étaient pas antinomiques avec celles de l'Evangile. Ces constats les ont conduits assez rapidement à abandonner toute idée de prosélytisme au profit du seul témoignage. Ils sont devenus l'expression la plus spectaculaire du mouvement missionnaire mis en place après la Deuxième Guerre mondiale.

Mais, dès 1949 (ils ont perdu le soutien du cardinal Suhard mort au mois de mai), des signes avant-coureurs annoncent la menace de leur sacerdoce : le décret du Saint-Office condamnant l'adhésion et la collaboration aux partis communistes (1^{er} juillet 1949), les dénonciations de la part de chrétiens déconcertés par la forme nouvelle de leur apostolat ou par des patrons qui en ont vite fait des « curés rouges », mais aussi des vifs reproches de la part de leurs évêques dus à leur participation au Mouvement de la Paix, à la campagne de signatures contre la bombe atomique (Appel de Stockholm en 1950), à leur l'engagement aux côtés de communistes (aucun d'entre eux n'a cependant adhéré au Parti communiste) et au contexte de la guerre froide.

Plutôt que de décrire le long processus de la répression de la hiérarchie catholique qui aboutit à la suppression des prêtres-ouvriers, en particulier, et du progressisme chrétien, en général, j'ai pris le parti de présenter une petite chronologie de la répression dans l'Eglise de France de 1949 à 1955, pour inviter le lecteur à comprendre que la condamnation des prêtres-ouvriers français était inéluctable.

Petite chronologie

- **1^{er} juillet 1949** : décret du Saint-Office interdisant la collaboration des catholiques avec les communistes.
- **17-19 octobre 1950** : l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France demande que la revue *Masses ouvrières* prenne une option plus pastorale et que la rédaction ait désormais recours à la Commission épiscopale en cas de précisions doctrinales. Albert Bouche, dominicain, fondateur et responsable de la revue, est acculé à démissionner.
- **Fin 1950** : le livre *Signification du marxisme* d'Henri Desroches, dominicain, est condamné par le Saint-Office et retiré du commerce.
- **28 mars 1952** : « Monition du cardinal Liénart, président de la commission épiscopale du clergé, à M. Augros, supérieur du séminaire de la Mission de France, et à M.M. les directeurs. » A l'issue de la lecture de la « monition », le cardinal demande à Louis Augros de quitter ses responsabilités de supérieur du séminaire à la fin de l'année scolaire.
- **15-17 octobre 1952** : Mgr Feltin, archevêque de Paris, déclare au cours de l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France qu'il a soumis le périodique *Quinzaine* à

Bernard Gardey,
dominicain, PO, 1952.



l'examen du Conseil de vigilance de Paris. Une mise en garde concernant *Quinzaine* et Jeunesse de l'Eglise, un mouvement initié par le dominicain Maurice Montuclard, sera adressée aux militants de l'Action catholique.

- **16 mars 1953** : le livre *Les événements et la foi* de Maurice Montuclard est mis à l'Index.
- **23 mai 1953** : Mgr Guerry, secrétaire de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, rédige un compte-rendu peu favorable aux prêtres-ouvriers après une rencontre entre quelques prêtres-ouvriers et quelques évêques.
- **27 mai 1953** : Mgr Delay, évêque de Marseille, décide le rappel des prêtres-ouvriers de son diocèse : André Piet (dominicain), Albert Gauche (diocésain) et Charles Monier (jésuite) sont concernés.
- **27 juillet 1953** : lettre du cardinal Pizzardo, préfet de la Sacrée congrégation des séminaires et des universités, à tous les archevêques et évêques de France pour défendre « de manière absolue à tous les élèves des séminaires de France, sans aucune exception, de s'engager comme "stagiaires" en des travaux de quelque genre que ce soit ».
- **29 août 1953** : circulaire de la Congrégation des religieux à Rome sur le retrait progressif des prêtres-ouvriers religieux : « L'expérience a mis en lumière les très graves dangers, tant pour la foi elle-même que pour l'esprit de discipline ecclésiastique et religieux, auxquels se trouvent exposés ces prêtres-ouvriers. Pour ces motifs, la Sacrée congrégation, tout bien considéré, a décidé ce qui suit :

1) il est défendu de façon absolue aux supérieurs religieux d'accorder à leurs sujets la permission de faire des stages ou de se joindre aux dits prêtres-ouvriers ;

2) que l'on rappelle peu à peu, sans trop tarder cependant, les prêtres qui, avec la permission de leurs supérieurs, sont engagés comme ouvriers dans les usines, les ateliers ou autres milieux de travail ;

3) pour l'exécution de ce qui est prescrit au n° 2, que les supérieurs religieux se mettent d'accord avec les évêques et les autres autorités ecclésiastiques, afin qu'il soit pourvu d'une autre manière au bien spirituel des ouvriers ;

4) que l'on applique ceux des prêtres qui le désirent et qui s'y trouvent bien préparés, au ministère sacerdotal au milieu des ouvriers. »

- **7 septembre 1953** : lettre de Mgr de Bazelaire, archevêque de Chambéry, évêque délégué auprès du séminaire de la Mission de France, adressée à tous les évêques, annonçant la fermeture du séminaire de la Mission de France.
- **2^e quinzaine de septembre 1953** : le nonce préside les réunions des responsables des prêtres-ouvriers. Celles-ci ont pour objet de transmettre les instructions du Saint-Siège concernant la suppression des prêtres-ouvriers : le 17 septembre à Toulouse, le 18 à Lyon et le 23 à Paris.
- **16 octobre 1953** : l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France condamne Jeunesse de l'Eglise.
- **15 novembre 1953** : *La Croix* publie la déclaration (en date du 14 novembre) des cardinaux Feltin, Liénart et Gerlier à leur retour de Rome : « Les cardinaux Liénart, Gerlier et Feltin, venus à Rome pour exposer au

église

A paraître

Charles Suaud,
Nathalie Viet-Depaule,
 Prêtres et ouvriers,
 Kathala, Paris, juin 2004.

église

Saint-Siège leur point de vue concernant les prêtres-ouvriers, ont été reçus ensemble par le Souverain Pontife. Cet entretien, empreint d'une grande confiance, à la fois paternelle et filiale, a fait apparaître - en même temps que l'angoisse du Saint-Père, partagée par les cardinaux, devant les difficultés redoutables et les périls inhérents à cet apostolat -, la volonté formelle de l'Eglise de n'abandonner à aucun prix l'effort qu'elle poursuit pour l'évangélisation des masses laborieuses, douloureusement déchristianisées.

Après dix ans d'existence, l'expérience des prêtres-ouvriers, telle qu'elle a évolué jusqu'à ce jour, ne peut être maintenue dans sa forme actuelle. Mais, soucieuse de garder le contact qui a été établi entre elle et le monde ouvrier par les pionniers de cet apostolat, l'Eglise envisage volontiers que des prêtres ayant donné des preuves de qualités suffisantes maintiennent un apostolat sacerdotal en plein milieu ouvrier. Mais elle demande :

- 1) qu'ils soient choisis spécialement par leur évêque ;
- 2) qu'ils reçoivent une formation adaptée et solide tant au point de vue de la doctrine, qu'au point de vue de la direction spirituelle ;
- 3) qu'ils ne s'adonnent au travail manuel que pendant un temps limité, afin que soit sauvegardée la facilité pour eux de répondre à toutes les exigences de leur état sacerdotal ;
- 4) qu'ils ne prennent aucun engagement temporel qui serait susceptible de leur créer des responsabilités syndicales ou autres, qui doivent être laissées aux laïcs ;
- 5) qu'ils ne vivent pas isolément mais qu'ils soient attachés à une

communauté de prêtres ou à une paroisse, en apportant un certain concours à la vie paroissiale.

Des recherches vont se poursuivre, d'accord avec le Saint-Siège, pour préciser les modalités d'application de ces mesures, dont l'exécution doit être entreprise avec calme et poursuivie en grand esprit de foi et de docilité à l'Eglise. »

- **20 décembre 1953** : le provincial des jésuites, Jacques Goussault, transmet l'ordre du Père général Janssens aux prêtres-ouvriers jésuites de quitter leur travail en usine.
- **28 décembre 1953** : les prêtres-ouvriers jésuites cessent de travailler.
- **4 janvier 1954** : déclaration du cardinal Liénart, évêque de Lille : « L'expérience actuelle ne peut être continuée sous sa forme première mais doit être poursuivie sous une forme nouvelle. Le Saint-Père a pris cette décision pour des raisons doctrinales. Etre prêtre et être ouvrier sont deux fonctions, deux états de vie différents, et il n'est pas possible de les unir dans la même personne sans altérer la notion de sacerdoce. Le prêtre est fait pour consacrer sa vie à Dieu et au service des âmes. L'ouvrier accomplit une tâche temporelle. Même si la méthode d'apostolat telle qu'elle a été pratiquée par les prêtres-ouvriers a eu une certaine efficacité, on n'a pas le droit de toucher au sacerdoce tel que le Christ l'a établi. D'autre part, le temps consacré au travail manuel met le prêtre dans l'impossibilité de remplir sa fonction essentielle, et il risque d'être amené à s'engager dans le domaine temporel. »
- **16 janvier 1954** : le cardinal Pizzardo, préfet de la Sacrée congrégation des séminaires et des universités, fait savoir au cardinal

Feltin, archevêque de Paris, que l'enseignement du Père Féret, dominicain, est inopportun.

- **18 janvier 1954** : le cardinal Pizzardo, préfet de la Sacrée congrégation des séminaires et des universités, notifie au cardinal Liénart, président de la commission épiscopale de la Mission de France, la fermeture définitive du séminaire de la Mission de France.
- **19 janvier 1954** : les évêques ayant des prêtres-ouvriers dans leur diocèse adressent à chaque prêtre-ouvrier une lettre formulant leurs dernières décisions : limiter le travail à 3 heures par jour, démissionner de « toutes les charges temporelles », se rattacher à une communauté sacerdotale et renoncer à constituer une équipe nationale, sous peine de sanctions graves. Délai ultime : 1^{er} mars 1954.
- **26 janvier 1954** : le Père Suarez, Maître général des dominicains, demande aux prêtres-ouvriers dominicains de quitter le travail pour le 1^{er} mars.
- **28 janvier 1954** : le supérieur provincial des capucins demande aux trois prêtres-ouvriers capucins de Nanterre de quitter leur usine : le 5 février pour le Père Cécilien, le 12 pour les Pères Césaire et Jean Bosco.
- **30 janvier 1954** : déclaration publiée dans *La semaine religieuse de Paris* (circulaire du secrétariat de l'épiscopat) sur l'évangélisation du monde ouvrier : « Afin qu'il ne puisse plus y avoir de confusion dans l'avenir, les prêtres qui accompliront un apostolat en milieu ouvrier ne seront plus appelés prêtres-ouvriers mais prêtres de la mission ouvrière. »
- **9 février 1954** : les théologiens dominicains Chenu, Congar, Féret et

Boisselot, directeur des éditions du Cerf, sont mis à l'écart et les trois provinciaux dominicains Avril (Paris), Belaud (Lyon) et Nicolas (Toulouse) sont démis de leur fonction.

- **1^{er} mars 1954** : date fixée par les évêques aux prêtres-ouvriers pour obtempérer ou non aux consignes romaines.
- **22 novembre 1954** : le cardinal Feltin, archevêque de Paris, condamne l'ouvrage *Les prêtres-ouvriers* publié aux éditions de Minuit : « Les prêtres ouvriers insoumis ont publié, il y a quelque temps, un ouvrage que vous connaissez et que j'ai dû condamner officiellement dès sa parution. »

Héros et victimes

Les prêtres-ouvriers, dont Y. Tranvouez a écrit qu'ils étaient « la forme la plus neuve » du mouvement missionnaire, n'ont été qu'une centaine à être touchés par les mesures de la hiérarchie catholique et l'on peut, aujourd'hui encore, s'étonner qu'une partie infime du clergé ait secoué l'opinion publique et ouvert une crise dans l'Eglise de France. Ces hommes de conviction, qui avaient partagé la condition ouvrière (travail, habitat, luttes syndicales), ont fait l'objet d'admiration pour les uns, de scandale pour les autres. Il faut sans doute attribuer à la nouveauté de leur apostolat missionnaire la médiatisation dont ils ont été à la fois les héros et les victimes.

Quoi qu'il en soit, les prêtres-ouvriers qui ont été condamnés au nom même de la mission qui leur avait été donnée et pour laquelle ils avaient été envoyés portent encore, cinquante ans plus tard, la blessure de 1954.

N. V.-D.

église